



FICHE DE SYNTHÈSE

Le Programme Agriculture pour le Développement pour les pays à dominante agricole d'Afrique sub-saharienne

L'agriculture est d'une importance cruciale en ce qui concerne la croissance globale, la sécurité alimentaire, et la réduction de la pauvreté dans les pays à dominante agricole¹, dont la plupart sont situés en Afrique sub-saharienne. L'amélioration de la compétitivité des petits agriculteurs dans des domaines à fort et moyen potentiels- où le retour sur investissement est le plus fort-et l'amélioration du niveau de vie, de la sécurité alimentaire, et de la capacité d'adaptation environnementale dans des milieux isolés et à risque sont des priorités. Une approche plurisectorielle est nécessaire pour capter les synergies entre les technologies améliorées, la gestion durable des sols et de l'eau, le soutien institutionnel et le développement du capital humain-tous liées au bon développement des marchés. S'il est préférable dans bien des cas que la prise de décisions soit décentralisée pour être mieux adaptée à des conditions locales hétérogènes, une coordination entre les pays est parfois nécessaire pour élargir le marché et réaliser des économies d'échelle dans des domaines comme la recherche et le développement.

Dans les pays à dominante agricole, l'agriculture est responsable d'un tiers environ de la croissance économique globale et la majorité des pauvres vivent en zone rurale. Ces pays comptent plus d'un demi-milliard d'habitants, dont 49% disposent de moins d'1 dollar U.S. par jour. 89% de la population rurale des pays à dominante agricole vivent en Afrique subsaharienne.

L'agriculture peut être le moteur de la croissance globale dans ces pays (voir Fiche sur l'agriculture et la croissance économique). La croissance agricole en Afrique subsaharienne est passée de 2,3% par an dans les années 1980 à 3,3% dans les années 90, et à 3,8% par an entre 2000 et 2005. Sauf pour la période la plus récente, la croissance agricole en Afrique subsaharienne a dépassé la croissance dans les secteurs non-agricoles. La pauvreté rurale a également commencé à décliner dans 10 des 13 pays analysés entre 1990 et 2005. La croissance agricole est essentielle aussi pour la sécurité alimentaire des foyers, surtout parce qu'elle augmente les revenus des pauvres, ce qui leur permet d'acheter de la nourriture, mais aussi parce qu'elle augmente la production alimentaire locale dans des régions éloignées disposant de marchés et d'infrastructures peu développés. Une croissance plus dynamique, une réduction durable de la pauvreté, et une meilleure sécurité alimentaire dans de nombreux pays sont des objectifs que l'on peut atteindre maintenant, mais qui exigeront de l'engagement et des ressources, comme il en ressort dans le Programme intégré pour le Développement de l'Agriculture en Afrique du nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD).

Les pays à dominante agricole ont plusieurs traits structurels en commun.

Les traits structurels spécifiques des pays à dominante agricole doivent être pris en compte dans l'élaboration d'un programme d'action approprié.

Diversité des conditions locales. L'évolution vers une augmentation de la productivité en Afrique subsaharienne se fera par des voies fort différentes de celles prises dans les systèmes irrigués de l'Asie rizicole ou des régions où domine la culture du blé. L'agriculture de l'Afrique subsaharienne est à 96% tributaire des pluies et hautement vulnérable aux chocs météorologiques. La diversité des conditions agro-écologiques entraîne une grande variété de systèmes de culture, fondées sur de nombreux produits alimentaires de base et de l'élevage.

Des pays petits et enclavés. La plupart des pays à dominante agricole sont petits, et ont de ce fait du mal à réaliser des économies d'échelle en recherche et formation. Tant que les marchés régionaux ne seront pas mieux

intégrés, les marchés seront petits eux aussi. Presque 40% de la population africaine vit dans des pays enclavés qui doivent faire face à des coûts de transport en moyenne 50% plus élevés que dans le pays côtier type.

Une faible densité de population. Les grandes distances et faibles densités de population dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne rendent coûteux le commerce, l'infrastructure et la fourniture de services et ralentissent l'émergence de marchés concurrentiels. Réciproquement, les régions à faible densité de population ayant un bon potentiel agricole représentent des réserves inexploitées d'expansion agricole.

Conflit et après-conflit. En 1999, plus de la moitié des conflits mondiaux se sont déroulés en Afrique subsaharienne. Bien que le nombre de conflits ait baissé ces dernières années, leurs conséquences néfastes sur la croissance et la pauvreté sont encore importantes. Comme le montre l'exemple récent du Mozambique, une réduction des conflits offre la possibilité d'une croissance agricole rapide.

Ressources humaines. La base en capital humain des professions agricoles vieillit, en raison du déclin de l'aide à la formation au cours des 20 dernières années et de l'épidémie du SIDA. Cependant, de grands progrès dans l'enseignement primaire en zone rurale garantissent une génération à venir de petits agriculteurs et de chefs d'entreprises non agricoles sachant lire, écrire et compter.

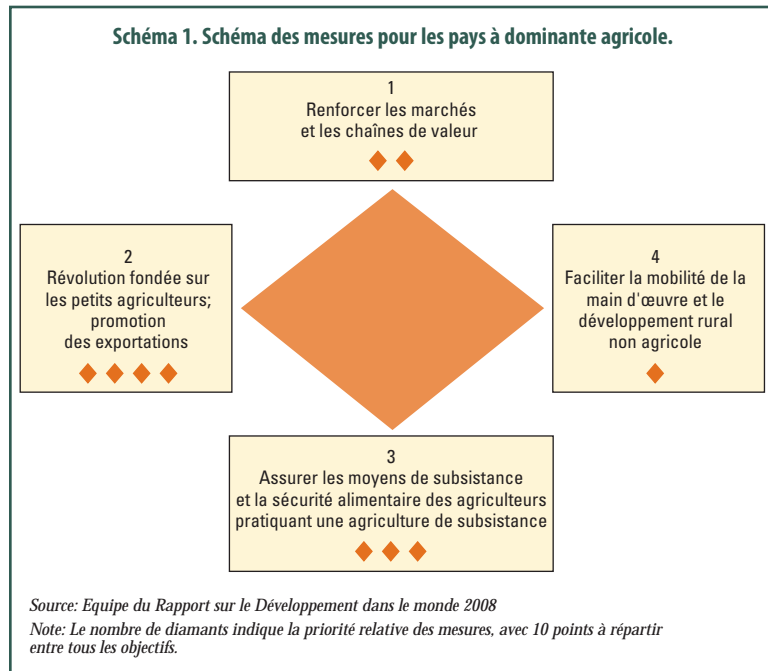
Malgré ces caractéristiques communes, la diversité entre les pays d'Afrique subsaharienne et entre régions à l'intérieur des pays est énorme en termes de taille, de potentiel agricole, de réseaux de transport, de dépendance par rapport aux ressources naturelles, et de capacités de l'Etat, et le programme d'action devra être soigneusement adapté aux situations propres aux différents pays.

Un programme d'action global pour les pays à dominante agricole nécessite un net accroissement de l'investissement.

Pour optimiser la contribution potentielle de l'agriculture au développement de l'Afrique, il faudra réussir dans deux domaines primordiaux: améliorer la compétitivité des petits agriculteurs dans les domaines à haut et moyen potentiels, où les retours sur investissement sont les plus élevés, et améliorer les conditions de vie, la sécurité alimentaire et la capacité d'adaptation dans les environnements isolés et à risques (schéma 1).

La croissance agricole doit se fonder sur un mélange équilibré de production alimentaire de base, d'exportations de produits traditionnels en vrac et

¹Par "pays à dominante agricole" on désigne les pays dans lesquels une large part de la croissance globale provient de l'agriculture, et où la population pauvre est concentrée dans les zones rurales. Certains pays non inclus dans cette catégorie ont, sur le territoire national, des régions qui peuvent elles aussi être décrites comme étant à dominante agricole.



de produits à valeur ajoutée, notamment du bétail, avec la participation probable de différents groupes de petits agriculteurs dans chaque domaine. Les cultures de base dominent la production actuelle, et il en sera de même dans un proche avenir. On s'attend à ce que la demande alimentaire en Afrique subsaharienne atteigne 100 milliards de dollars U.S. d'ici 2015, soit le double de son niveau de 2000.

Renforcement des marchés et chaînes de valeur. La croissance agricole ne sera possible et durable que si les marchés fonctionnent mieux. Des progrès continus sont nécessaires pour profiter des avantages des importantes réformes commerciales des années 1990, en particulier en faveur du développement du secteur privé et des échanges régionaux. Dans de nombreux pays, des marchés d'intrants qui fonctionnent mieux sont au moins autant nécessaires que des marchés de produits en expansion pour augmenter la productivité agricole. Renforcer les marchés exige des investissements "lourds" en infrastructure, et l'accent devra être mis sur les routes et les communications pour relier les agriculteurs aux villes, et les investissements "immatériels" (institutionnels) quant à la régulation, la gestion des risques, l'information sur les marchés et l'organisation des producteurs. Les instruments de gestion des risques tels que contrats à terme et options sont en cours d'expérimentation à l'intention des petits agriculteurs organisés afin de réduire les risques d'instabilité des prix dans quelques pays. Une assurance-intempéries, en cours d'étude au Malawi, peut réduire les risques et faciliter des prêts pour financer de nouvelles technologies. De nombreux pays exposés à de fréquents chocs climatiques gèrent des réserves publiques de céréales afin de réduire l'instabilité des prix-avec un succès très mitigé.

Une révolution de la productivité des petits agriculteurs. Comme les gains faciles résultant des réformes des prix ont déjà été réalisés dans de nombreux pays, la croissance future devra s'appuyer davantage sur une productivité accrue. Les grandes disparités entre les revenus actuels et ce qui peut être obtenu économiquement avec de meilleurs services d'appui, notamment dans les secteurs à fort potentiel, incitent à l'optimisme en laissant penser qu'il est possible de parvenir à une croissance rapide de la productivité. Pour accélérer l'adoption des nouvelles technologies, il faut améliorer les incitations, investir dans la recherche agricole et les systèmes d'extension, renforcer l'accès aux services financiers, avoir des aides adaptées aux lois du marché pour stimuler les marchés d'intrants, et de meilleurs mécanismes de gestion des risques. Des approches décentralisées sont requises pour faire face à la grande hétérogénéité des systèmes de production pluviaux en Afrique subsaharienne- une approche qui devra être différente de celle appliquée pendant la révolution verte en Asie du sud. Des efforts

spéciaux sont également nécessaires pour adapter les technologies et les services d'appui aux agriculteurs qui produisent et transforment la majorité des produits alimentaires (voir fiche sur l'agriculture et la parité entre hommes et femmes).

Une productivité accrue est impossible si des mesures ne sont pas prises très rapidement pour améliorer les sols et la gestion de l'eau. L'Afrique subsaharienne doit remplacer les nutriments de sols qu'elle extrait depuis des décennies. Il convient de dynamiser les programmes destinés à développer des marchés d'engrais dynamiques (comme au Kenya) et des systèmes agro-forestiers selon lesquels les cultures et les arbres poussent ensemble, de manière à renouveler la fertilité des sols (comme en Zambie).

De nouvelles approches offrent des perspectives encourageantes pour étendre les zones irriguées. On peut citer comme exemples les réformes institutionnelles au Mali pour une gestion de l'irrigation à grande échelle, et les projets des Fadamas au Nigéria, basés sur des technologies à petite échelle. Une gestion efficace de l'eau dans les systèmes pluviaux est possible et mérite qu'on s'y intéresse davantage.

Développer les exportations agricoles. L'Afrique subsaharienne a un potentiel considérable d'expansion de ses exportations, mais les barrières douanières dans les pays industrialisés et la taxation des exportations agricoles continuent de réduire les incitations.

Cependant, là où les marchés d'exportation ont été libéralisés, les revenus ont généralement augmenté (par exemple, le coton en Zambie et le café en Ouganda). Les marchés régionaux offrent d'excellentes perspectives de croissance.

Garantir les moyens d'existence et la sécurité alimentaire des agriculteurs de subsistance. Tous les petits agriculteurs ne réussiront pas à sortir de la pauvreté grâce à leurs activités agricoles. Améliorer la productivité dans l'agriculture de subsistance peut permettre à ceux qui ont un accès limité aux ressources et aux opportunités du marché d'assurer leur consommation alimentaire et de garantir leur santé. Leurs besoins essentiels sont les suivants: des technologies qui stabilisent les rendements agricoles, comme les variétés résistantes aux parasites qui nécessitent l'achat de peu d'intrants, des systèmes agricoles adaptables, employant des pratiques telles que la récolte d'eau, pour réduire les risques climatiques; et un meilleur accès au petit bétail et à l'emploi hors agriculture. L'impact négatif du changement climatique sur la productivité agricole, qui risque d'être particulièrement grave dans les pays à dominante agricole, accentue le caractère urgent de ces mesures visant à réduire les risques.

Au-delà de l'agriculture : mobilité de la main-d'œuvre et développement rural hors agriculture. Une plus grande mobilité géographique de la main-d'œuvre et des améliorations du savoir-faire des jeunes générations sont essentielles pour réduire la pauvreté dans le monde rural. Des zones ayant un climat d'investissement rural suffisamment attractif pour attirer des capitaux provenant de transferts de fonds des migrants et d'une épargne constituée localement peuvent accroître les retombées de la croissance agricole et créer les emplois si nécessaires. A cause du SIDA et du paludisme, des soins médicaux et un système éducatif de meilleure qualité doivent faire partie intégrante d'un ensemble de filets de protection mettant les avoirs des populations pauvres à l'abri en cas de sécheresse, de maladie ou de décès d'un membre de la famille.

Le programme décrit nécessite des niveaux d'investissement nettement plus élevés. Les dépenses publiques pour l'agriculture, exprimées en part du produit intérieur agricole brut en Afrique subsaharienne, représentent actuellement moins de la moitié de celles des autres régions, et moins de la moitié de l'objectif du NEPAD qui est de 10% du budget national. Les priorités majeures sont de mettre un terme à la stagnation des investissements dans la recherche agricole et les services de conseil et d'augmenter les dépenses d'infrastructure rurale afin de favoriser le développement de marchés dynamiques. S'il est possible d'améliorer la rationalité des dépenses courantes, des niveaux plus élevés de dépenses sont nécessaires, notamment de la part des donateurs. En outre, une grande part des besoins en investissement devra provenir de l'épargne rurale et de l'investissement du secteur privé, le climat d'investissement étant un facteur déterminant.

La présente fiche est extraite du Rapport sur le développement dans le monde 2008 publié par la Banque mondiale, « L'agriculture au service du développement ». D'autres informations et des sources détaillées figurent dans ce rapport. Ce rapport utilise une typologie simple des pays en fonction de la contribution de l'agriculture à la croissance générale, de 1990 à 2005, et du pourcentage des ruraux pauvres dans le nombre total des pauvres (2 dollars par jour en 2002). Dans les pays agricoles (essentiellement en Afrique), l'agriculture contribue de manière significative (>20%) à la croissance totale. Dans les pays en transformation (essentiellement en Asie), le secteur non agricole est dominant, mais la grande majorité des pauvres vivent en zone rurale. Dans les pays urbanisés (essentiellement en Amérique latine, en Europe et en Asie centrale), les pauvres sont plus nombreux en zone urbaine, mais la pauvreté est souvent plus grande dans les zones rurales.